



DEFEND ETHIOPIA TASK FORCE EUROPE

le 30 septembre 2022

Objet : Proposition de résolution du Parlement européen sur la récente situation humanitaire et des droits de l'homme au Tigré, notamment des enfants

Cher Monsieur McAllister,

Nous vous écrivons une fois de plus au nom de la section belge de Defend Ethiopia, un mouvement mondial de la diaspora éthiopienne, pour exprimer notre consternation face au projet du Parlement européen (PE) d'adopter une résolution sur "La récente crise humanitaire et des droits de l'homme situation au Tigré, notamment des enfants".

Nous avons été ravis d'apprendre que les commissions des affaires étrangères, du développement et des femmes du PE se sont rendues en Éthiopie du 19 au 23 septembre 2022. Nous nous attendions à ce que cette mission du PE en Éthiopie fasse la lumière sur la situation du pays. Malheureusement, nous sommes très déçus qu'avant même que ces deux commissions ne présentent leurs conclusions aux membres des parlements, une décision ait été prise d'adopter une résolution de manière sélective sur "La récente situation humanitaire et des droits de l'homme au Tigré, notamment des enfants". Cela montre une fois de plus la position partielle du Parlement sur la nature du conflit.

Nous voudrions rappeler aux membres que le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) a détourné des centaines de camions de livraison de nourriture humanitaire des Nations Unies dans le passé et a récemment volé des centaines de milliers de litres de carburant du Programme alimentaire mondial (PAM), puis s'est retourné et a affirmé que des enfants mouraient de faim et que des atrocités de masse sont commises par l'armée éthiopienne contre le peuple du Tigré pour effrayer l'UE et les États-Unis.

En août dernier, le TPLF a volé plus de 500,000 litres de carburant au dépôt du PAM pour lui permettre de poursuivre sa guerre d'agression contre les peuples d'Afar et d'Amhara au lieu d'aider les nécessiteux du Tigré. Le directeur exécutif du PAM a condamné le vol dans un communiqué publié le 25 août et a déclaré : "La perte de ce carburant poussera les communautés du Tigré, déjà aux prises avec les effets du conflit, encore plus loin au bord de la famine."

En outre, le communiqué ajoute "qu'il sera désormais impossible pour le PAM de distribuer de la nourriture, des engrais, des médicaments et d'autres fournitures d'urgence à travers le Tigré, où environ 5,2 millions de personnes sont confrontées à une famine sévère. La perte de ce carburant poussera les communautés du Tigré, déjà aux prises avec les effets du conflit, au bord de la famine.

En tant que membres d'une institution démocratiquement élue, respectueuse de l'État de droit, du respect des droits de l'homme et de la démocratie, nous vous appelons à réexaminer la situation en Éthiopie dans son ensemble de manière équitable et transparente en tenant compte des faits suivants :

Les combats dans le nord de l'Éthiopie, y compris le Tigré, ne sont pas une guerre entre deux États. Il s'agit d'une guerre entre un gouvernement démocratiquement élu et un parti régional qui ne veut pas accepter la passation pacifique du pouvoir comme le prévoient les lois du pays. Il s'agit d'une insurrection organisée et dirigée par le TPLF, le groupe même qui a brutalisé le peuple éthiopien pendant 27 ans et volé les ressources du pays.

Le règne du TPLF, qui dure depuis 27 ans, a été caractérisé par des arrestations arbitraires, l'absence de liberté de la presse, des possibilités de campagne restreintes pour l'opposition, la répression brutale des manifestations pacifiques, le rétrécissement de l'espace pour les défenseurs des droits humains et les organisations de la société civile et le manque de responsabilité des responsables gouvernementaux.

Les organisations de défense des droits humains ont documenté ces violations massives des droits. Par exemple, rien qu'en 2017, la dernière année du règne du TPLF, [Human Rights Watch, dans une lettre](#) au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, a écrit : « [plus de 800 manifestants ont été tués](#), des milliers d'activistes politiques, de défenseurs des droits humains, de journalistes et de manifestants ont été arrêté. » Le génocide perpétré contre les Anuak en 2003 en est un autre exemple. Ça a été documenté par [Human Rights Watch](#) et [SOS Torture Network](#).

Nous sommes convaincus que le Parlement européen peut jouer un rôle constructif en partageant son expérience démocratique et en soutenant l'aspiration du peuple éthiopien à vivre en paix dans le respect des droits de l'homme, de l'État de droit et du pluralisme politique qui prévaut dans toute l'Éthiopie, y compris au Tigré. Pour cela, la guerre qui a été déclenchée par le TPLF lui-même en premier lieu, doit s'arrêter. Il est impératif que le TPLF dépose les armes et que la population du Tigré jouisse de ses droits fondamentaux comme le droit à la liberté d'expression.

Nous croyons également que la sortie de la crise actuelle est un dialogue national inclusif pour réconcilier les différences et inaugurer une ère de paix, de développement et d'unité nationale. En dernière analyse, ce sont de telles mesures qui devraient être encouragées et soutenues par le Parlement européen.

Veuillez accepter les assurances de notre très haute considération.

Initié par Defend Ethiopia Branche Belgique (defeth.be@gmail.com)

Approuvé par le groupe de travail Defend Ethiopia en Europe ([DETF-EU](#)) organisé en Belgique, en République tchèque, en France, en Allemagne, en Irlande, en Italie, en Norvège, en Espagne, en Suède, en Suisse, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (SteeringGroup@DefendEthiopia.com)

Cc : M. Urmas Paet, Mme Željana Zovko, M. Charles Zorrinho, M. Michael Gahler et Juozas Olekas.

Cc: MPE